

PIERRE DUCASSE et
TOM VOULOUMANOS

➔ POUR UNE
ÉCONOMIE
DÉMOCRATIQUE



1

D'où venons-nous?

2

Que voulons-nous?

3

Que faire?

4

Comment?

Un guide d'action stratégique
pour construire une économie
au service de tous les citoyens

v1b éditeur



Pierre Ducasse
et
Tom Vouloumanos

Pour une économie démocratique

v1b éditeur
Une société de Québecor Média

Nous dédions ce livre à la mémoire de notre ami Jack Layton, le militant et l'homme politique, et à tous ceux et celles qui, comme lui, croient que l'amour, l'espoir et l'optimisme peuvent changer le monde.

INTRODUCTION

Pourquoi ?

Quelle est l'idée principale de ce livre ?

Nous allons présenter le concept de démocratie économique, et montrer qu'elle est une alternative réaliste et réalisable au modèle capitaliste actuel.

Notre but est de faire un appel au renouvellement de la pensée de la gauche économique. Notre perspective emprunte à la fois à la social-démocratie plutôt traditionnelle et au courant du socialisme démocratique. Elle s'inspire de diverses tendances du passé, mais veut aussi les renouveler, les repenser, les relancer.

Notre but est aussi de contribuer à l'unité – ou du moins à un rapprochement – des différentes perspectives « de gauche ». Par exemple, une partie de la gauche se concentre essentiellement sur l'action dans la société civile (associations, syndicats, coopératives, mouvements sociaux). Une autre partie, elle, se concentre plutôt sur les actions de l'État (au sein des partis politiques). Nous allons tenter de présenter une vision qui tire les meilleurs éléments de ces deux tendances, l'une plutôt « libertaire »

et l'autre plutôt « étatiste ». Ce livre se veut un appel à l'unité dans la diversité.

Nous tentons également d'établir des rapprochements entre les tendances modérées et plus radicales de la gauche. Nous croyons qu'il est possible – et nécessaire – de conjuguer, au sein d'une même vision, le radicalisme des fins et le pragmatisme des moyens. Tout en étant clairement marquée idéologiquement, notre vision rejette le dogmatisme. Si nous voulons proposer une autre option que le capitalisme, elle se doit d'être réaliste.

Un nouveau mouvement pour la démocratisation de l'économie doit émerger, et ce grand mouvement doit s'appuyer – mais sans s'y limiter – sur les mouvements syndical, coopératif, d'économie sociale et apparentés, ainsi que sur des partis politiques socialistes et sociaux-démocrates. Tous doivent s'organiser et se renouveler à l'interne, tout en coopérant et en exerçant ensemble leur force à l'externe. Dans ces pages, nous proposons une vision pour y arriver.

Pourquoi ce livre est-il nécessaire aujourd'hui ?

Parce que la droite économique est en train de gagner. Aujourd'hui, partout dans le monde, elle gagne la bataille, et c'est en partie la faute de la gauche. Pendant que le capitalisme s'impose dans le monde et dans les esprits comme le seul modèle économique possible, les critiques semblent incapables de présenter une vision alternative rassembleuse et crédible.

Le xx^e siècle a été celui de nouvelles formes de tyrannies : fascisme, régimes communistes autoritaires, républiques bananières, nouvelles théocraties, dictatures en tous genres. Mais si nous n'y prenons pas garde, le xxi^e siècle

sera celui non plus des dictatures politiques, mais bien de la dictature économique. Si nous ne faisons rien, nous vivrons bientôt sous la tyrannie des *corporations*, des sociétés privées oligopolistiques mondiales. Les empires et les empereurs n'ont pas disparu, ils ont changé de forme. Ce ne sont plus des souverains qui contrôlent des territoires; ce sont de grands cartels privés qui contrôlent des secteurs entiers de l'économie nationale et mondiale.

Entre la dictature politique et la démocratie politique, nous choisissons la démocratie politique. Et entre la dictature économique et la démocratie économique, nous choisissons la démocratie économique.

Vous dites que le succès du capitalisme est en partie imputable à la gauche. Pourquoi donc ?

Nous montrerons explicitement plus loin pourquoi la gauche est aujourd'hui dans une sorte de cul-de-sac. Pour l'instant, on peut dire qu'elle n'a pas encore réussi à présenter une alternative unie, crédible et réaliste à même de faire concurrence au nouveau capitalisme mondial en émergence.

Pour notre part, nous croyons que cela reste possible, mais qu'il ne faut plus se baser aveuglément sur les modèles du passé ou sur des idéologies toutes faites. Sans préconiser un retour aux régimes communistes autoritaires – le « tout à l'État » – ou un mouvement vers l'anarchisme – le « tout à la société civile », nous ne croyons pas non plus – et c'est un point essentiel de notre propos – que la gauche devrait simplement demander le retour à un modèle social-démocrate de type keynésien. Pour que la gauche soit pertinente et pour qu'elle réussisse,

aujourd'hui et dans l'avenir, elle doit se repenser très sérieusement.

Margaret Thatcher a rendu célèbre une formule lapidaire: « *There is no alternative* », ou « TINA ». Et c'est bien là le sentiment que les médias et l'écrasante majorité des politiciens nous transmettent: il n'y a pas d'autre choix que le capitalisme, qui est le seul modèle économique viable et éprouvé. Dans ce livre, nous allons montrer qu'une alternative est possible, et nécessaire.

Vous dites qu'il y a un manque d'unité et de vision à gauche. On devine que vous serez assez critiques à l'égard de nombreuses composantes du mouvement dans leur état actuel: les partis sociaux-démocrates, les syndicats, les coopératives...

Si tout allait parfaitement bien, nous n'aurions pas senti le besoin de présenter une vision nouvelle. Oui, certainement, nous critiquerons certains éléments de la gauche actuelle. Mais, dans tous les cas, il s'agira d'une critique constructive, car nous voulons le succès de ceux qui entendent offrir d'autres choix que le système économique actuel afin de bâtir une économie plus humaine, plus juste, plus solidaire.

Votre perspective est donc explicitement critique du système capitaliste tel que nous le connaissons.

Oui, mais avec des nuances. L'économie capitaliste a de nombreuses faiblesses, mais elle a aussi des forces. Malgré ses nombreuses imperfections, le système économique capitaliste est quand même performant, innovateur, flexible, diversifié. Notre critique principale est

ailleurs: le problème majeur du système économique capitaliste, ce sont les systèmes politique et idéologique qui l'accompagnent.

Vous ne vous trompez pas en soulignant que notre perspective est critique. Cela dit, notre approche n'est pas simplement négative. Nous entendons nous définir par ce que nous voulons, et non par ce que nous ne voulons pas. Cet ouvrage se concentrera donc sur les solutions, et pas sur les problèmes; sur les propositions, et pas sur les récriminations.

Il reste qu'effectivement, notre vision contraste nettement avec le capitalisme; mais encore faut-il savoir de quoi on parle quand on emploie ce mot.

C'est simple, non? Le capitalisme est un système économique fondé sur les principes de la propriété privée, du libre marché, de l'État minimal...

En fait, c'est plus compliqué que cela. Premièrement, il faut faire la distinction entre le système capitaliste réel et l'idéologie néolibérale, car la théorie et la pratique sont deux choses fort différentes. Deuxièmement, il faut noter que le capitalisme n'est pas seulement un système économique, mais aussi un système politique, idéologique et culturel. Le capitalisme a plus d'une dimension.

Allons-y alors. Commençons par la dimension la plus évidente: comment définir le capitalisme comme système économique?

La caractéristique principale du capitalisme, c'est la propriété privée des leviers économiques (notamment la production et l'investissement) et l'appropriation privée

des profits. Cela implique aussi un contrôle privé – et non public – des ressources (humaines, naturelles, matérielles, financières, technologiques, informationnelles) d'une société. Sous ce système, les décisions sont prises par et pour ceux – peu nombreux – qui possèdent et contrôlent ces leviers et ressources. Il faut dire que le capitalisme a le mérite d'être franc. Son nom dit tout : c'est l'idéologie de l'argent, de ceux qui le possèdent et le contrôlent.

La seconde caractéristique du capitalisme, c'est l'octroi de la plus grande liberté possible aux entreprises. Cela veut dire, en principe, un marché concurrentiel avec peu d'encadrement ou de réglementation étatique ; bref, le « libre marché » et l'État minimal. Les acteurs économiques devraient pouvoir prendre des décisions sans entraves.

Du moins, c'est la théorie. En pratique, le capitalisme ne fonctionne pas nécessairement sur une logique de libre marché ou de libre concurrence ; plus souvent qu'autrement, il est plutôt construit sur la concurrence déloyale et les oligopoles. De même, en pratique, les capitalistes s'accommodent bien d'un État assez imposant à la condition qu'il gère les secteurs utiles mais peu lucratifs de l'économie et qu'il les dépanne au besoin en temps de crise. Dans le monde réel, le capitalisme n'est pas synonyme d'État minimal, mais simplement d'État asservi au capital.

Le capitalisme n'est pas fondé sur la concurrence dans un marché libre ? Cela semble en effet contredire la vision courante qu'on en a.

Il y a bien sûr une certaine concurrence entre les entreprises d'un secteur économique particulier. Toutefois, nous voyons que, par vagues successives de fusions et

d'acquisitions, l'économie actuelle tend à créer d'immenses oligopoles. L'oligopole désigne une situation dans laquelle un petit nombre d'entreprises contrôlent un secteur de l'activité économique. En fait, dans plusieurs secteurs, nous sommes même dans une situation de monopole ou de quasi-monopole. La logique fondamentale du capitalisme réel est donc, pourrait-on dire, une logique de « concurrence anticoncurrentielle ».

C'est une tendance intrinsèque du capitalisme. Les entreprises souhaitent constamment élargir leur marché, nuire à leurs concurrents, et grandir. Il est donc faux de dire qu'elles visent seulement à être un acteur du marché parmi d'autres : fondamentalement, elles veulent le contrôler, le dominer. Alors que le milieu des affaires prêche la concurrence, les grandes entreprises veulent en réalité la réduire, à leur avantage, bien sûr. C'est en éliminant leurs concurrents pour être seules en course qu'elles pourront véritablement maximiser leurs profits. Le marché n'est pas seulement un terrain de jeu : il est l'enjeu même.

Il est essentiel de saisir cette dynamique si on veut développer des solutions de rechange. Il faut faire le bon diagnostic pour proposer le bon remède.

Malgré ses erreurs – et elles étaient nombreuses – Marx avait très bien analysé et prévu cette tendance du capitalisme. La concurrence capitaliste, dans les faits, crée une situation où, à long terme, il y aura de moins en moins d'entreprises dans un même secteur. Tout observateur objectif de l'activité économique des trois dernières décennies ne peut arriver à une autre conclusion : l'économie capitaliste est oligopolistique et même monopolistique. Elle est donc bien souvent le contre-exemple de ses propres slogans sur la libre concurrence.

Vous dites également que le capitalisme est un système culturel.

Nous parlons de la culture dans son sens le plus large : les valeurs et les idées qui façonnent une société. Pour qu'une société fonctionne, pour qu'un système économique et politique se maintienne dans le temps, il doit reposer, du moins en grande partie, sur la culture elle-même.

Le capitalisme s'accompagne de certaines valeurs. Pensons par exemple à l'individualisme. Le capitalisme ne peut pas tolérer que les valeurs collectives, celles de la solidarité et du bien commun, soient trop répandues : on risquerait de voir apparaître des syndicats plus forts, un mouvement coopératif plus fort, un mouvement environnementaliste plus fort, un mouvement citoyen plus fort, et enfin, un État plus fort. Les capitalistes préfèrent avoir en face d'eux des gens isolés.

Même si les grandes corporations fonctionnent sur un mode oligopolistique, l'idée de concurrence demeure à l'avant-scène de l'idéologie néolibérale. C'est que le capitalisme fonctionne mieux quand les travailleurs, les consommateurs, les petits entrepreneurs et les États sont concurrents. Diviser pour mieux régner, c'est classique. Les capitalistes aiment la concurrence quand ce sont les autres qui la pratiquent.

Pensons enfin à la logique consumériste. Le capitalisme comme système socioculturel incarne une culture centrée sur la consommation et la recherche de bénéfices à court terme. Les capitalistes veulent que les gens se comportent comme de bons consommateurs, sans trop réfléchir ou poser de questions. Observer le pouvoir incroyable de la publicité suffit pour s'en convaincre. Les médias et la publicité ne font pas que nous inciter à ache-

ter tel ou tel produit: ils promeuvent certaines valeurs, des valeurs superficielles, matérialistes, et de satisfaction immédiate.

Tout système politique repose sur le consentement de la population. Notre consentement est donné chaque jour au capitalisme, par l'adhésion implicite de la majorité de la population aux valeurs qui le soutiennent. La bonne nouvelle, c'est que nous pouvons retirer ce consentement – sans lui, aucun système ne peut durer. Libre à nous alors d'accorder notre confiance à un autre système.

Vous dites aussi que le capitalisme est un système politique.

Le mot « politique » implique un jeu d'intérêts, d'influence et de pouvoir, trois éléments évidemment associés au fait de posséder et de contrôler les grandes sociétés privées. Dans un système capitaliste, par définition, les leviers économiques sont aux mains des capitalistes. Ces capitalistes représentent une infime minorité de la population. Mais, malgré leur petit nombre, ils possèdent la majorité des actifs, détiennent des entreprises dont dépendent des milliers d'emplois, gèrent de vastes sommes d'argent qu'ils peuvent investir ou retirer à leur gré, ont la haute main sur les moyens de communication et d'information, et contrôlent directement ou indirectement des partis politiques majeurs.

Concrètement, les capitalistes exercent donc un pouvoir politique. Le capitalisme n'est pas seulement une façon de produire ou de consommer des biens. C'est une structure qui permet à certaines personnes d'exercer du pouvoir et d'orienter la société entière dans une direction qui leur est favorable. On pourrait donner comme exemple

le pouvoir énorme qu'exercent les grands lobbies auprès des gouvernements; mais ce n'est là que la pointe de l'iceberg.

Et nous devons insister sur la complicité souvent tacite entre la classe capitaliste et les dirigeants politiques. Dans sa définition la plus courante, on l'a dit, le capitalisme va de pair avec un État minimal. Mais cette définition est simpliste et même fautive. Les capitalistes ne veulent pas d'un État minimal; ils veulent simplement un État qui leur est asservi.

Est-ce une théorie du complot? Le monde serait contrôlé par une cabale de capitalistes?

Nous ne disons pas qu'il y a un grand complot. Il y a tout simplement un groupe très petit et très puissant de personnes qui ont une conception claire et nette de leurs intérêts, et qui font tout pour conserver leur pouvoir. Voilà pourquoi nous parlons du capitalisme comme d'un système politique.

C'est un élément essentiel pour bien saisir notre propos. Selon nous, ce qui caractérise fondamentalement le capitalisme d'aujourd'hui, c'est cette concentration du pouvoir économique et politique, c'est ce despotisme économique grandissant. Le capitalisme réel n'est pas « libéral », il est autocratique. Voilà pourquoi l'idéal d'une économie démocratique est l'opposé du modèle capitaliste.

Pour vous, la démocratie économique est ce modèle alternatif, la contrepartie du modèle capitaliste.

Oui, nous voulons proposer une autre vision économique. Mais attention: nous sommes à la recherche d'une multi-

tude d'alternatives, pas d'un modèle unique; d'une multitude de solutions devant s'articuler autour d'un projet plus large. Nous croyons que la force d'un tel mouvement doit reposer sur une diversité de pratiques tout en ayant une certaine unité dans la vision. Cette vision, c'est la démocratisation de l'activité économique.

En quoi cela consiste-t-il ?

Nous aurons la chance de développer considérablement ce concept. Pour le dire simplement, la démocratie économique, c'est l'application des principes et pratiques démocratiques à l'ensemble des activités économiques.

L'idéal démocratique du « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple » est bien loin de la situation politique réelle en Occident et dans le reste du monde. Des mouvements comme Occupons Wall Street nous l'ont rappelé. Nos gouvernements sont essentiellement au service des riches et des puissants qui représentent à peine 1 % de la population. Les anciens utilisaient le terme « ploutocratie » pour désigner ce type de gouvernement, le gouvernement des riches. Le capitalisme moderne est tout simplement une nouvelle forme de ploutocratie.

Dans cet ouvrage, nous allons proposer divers moyens de mettre en place un système économique et politique véritablement démocratique, un système du 99 %, par le 99 % et pour le 99 %. Une véritable alternative est possible et nous avons pour objectif de le démontrer.

Parler de démocratie économique, n'est-ce pas associer deux idées très différentes ? La démocratie, c'est

l'affaire des partis et des institutions politiques, mais l'économie relève des entreprises et du marché...

C'est à ces mythes que nous voulons nous attaquer.

Premièrement, nous utilisons le mot « démocratie » au sens large, en fait dans son sens originel: le pouvoir du peuple. La démocratie peut s'appliquer tant dans la sphère de l'État que dans les sphères sociale et économique.

Deuxièmement, le pouvoir politique ne relève pas seulement du domaine des institutions étatiques. Il ne s'exerce pas simplement au sein du gouvernement, mais partout dans la société. Il est notamment le fait de gigantesques sociétés privées qui détiennent souvent plus de pouvoir que les gouvernements élus. Nous allons montrer que le système dit « économique » a une influence directe sur le système dit « politique », et vice-versa.

Êtes-vous socialistes ?

Pour répondre, il faut savoir de quoi on parle. Avant d'appuyer ou de rejeter quelque chose, il faut le définir convenablement. Mais, pour le dire clairement, nous nous identifions certainement comme faisant partie de la grande famille des socialistes. Cette famille idéologique se définit avant tout par un ensemble de valeurs: la libération des forces d'oppression, l'égalité, l'inclusion sociale, la fraternité, le bien commun, le développement plein et authentique de la personne humaine, et le contrôle collectif et démocratique sur les leviers économiques.

Et nous croyons justement que l'idéal de la démocratisation de l'économie qui est l'objet de ce livre est au cœur même de toute vision de gauche.

Mais n'y a-t-il pas des tendances très différentes au sein de ce qu'on appelle le socialisme? Les définitions changent selon l'interlocuteur...

Exactement. Le mot « socialisme » regroupe des courants quand même très différents, et il est très important pour nous de situer un certain nombre de choses immédiatement. Donc, pour nos besoins, les trois tendances principales à distinguer sont : la social-démocratie, le socialisme démocratique et le communisme.

Comment définir rapidement la social-démocratie?

Dans sa définition la plus courante, il s'agit d'une forme modérée et réformiste de socialisme, incarnée par un ensemble de politiques gouvernementales dans le contexte d'institutions parlementaires démocratiques. Tout en maintenant la propriété privée de la grande majorité des leviers économiques, la social-démocratie se définit par une économie mixte (les secteurs privé, public et, dans une moindre mesure, coopératif). L'État met sur pied des mesures de protection sociale et de soutien au revenu (assurance chômage, aide sociale, prestations de vieillesse, etc.) ainsi que des programmes et services publics universels (notamment la santé et l'éducation). L'État possède même quelques sociétés dans des secteurs clés. Il va encadrer et modérer les activités du marché; le marché concurrentiel existe encore, mais il est réglementé. Et par son utilisation de grands leviers macro-économiques, l'État poursuit une politique de plein-emploi.

D'autres mesures existent qui ont pour objectif de freiner l'accroissement des inégalités socio-économiques.

L'État introduit une fiscalité progressive de sorte que le taux d'imposition augmente avec le revenu. Les entreprises privées voient leur pouvoir contrebalancé par exemple par les syndicats, ceux-ci ayant pour mandat de protéger les emplois et de négocier de meilleurs salaires et conditions de travail pour leurs membres.

Évidemment, ce modèle fait déjà un grand pas dans la direction de la démocratisation de l'économie, en ce qu'il soumet l'activité économique à des finalités déterminées démocratiquement, ici principalement par le biais de l'État. Mais il est essentiel de souligner que même s'il y a une cassure avec le capitalisme « sauvage » ou « pur », les régimes sociaux-démocrates existent quand même dans un système où la majorité de l'économie fonctionne dans une logique capitaliste. Bref, dans une société sociale-démocrate, un nombre important – mais une minorité quand même – de leviers économiques sont sous contrôle démocratique.

Comment définir rapidement le socialisme démocratique ?

Pour le dire simplement, le socialisme démocratique va plus loin dans la direction de la démocratisation de l'économie – et contraste d'autant plus avec le capitalisme – que la social-démocratie. Dans une société démocrate socialiste, une majorité – et non plus seulement une importante minorité – des leviers économiques tomberaient sous une forme ou une autre de contrôle démocratique. Nous sommes encore dans un modèle d'économie mixte, mais la proportion des entreprises publiques ou encore coopératives est plus grande que celle qui est dans les mains du privé. La logique de compétition est en partie remplacée par une logique de coopération. Le marché existe toujours,

mais dans un contexte où il est contrebalancé par la réglementation et par des mécanismes de planification.

Nous sommes donc ici dans une économie qui se définit en très grande partie dans sa nature démocratique. C'est tout le modèle d'allocation des ressources qui change, pour reposer de plus en plus sur la solidarité et la réduction encore plus poussée des inégalités socio-économiques. Ici, on vise à réduire les inégalités non pas en aval (par la redistribution de l'État), mais en amont, avec une répartition plus démocratique et collective des leviers économiques.

Toutefois, il y a, au sein même de l'idéologie du socialisme démocratique, différentes tendances quant à la meilleure manière de rendre opérante la démocratisation du pouvoir. Une école va plutôt favoriser une prise de contrôle accrue de l'État, notamment par la nationalisation de nombreux secteurs économiques. L'autre école, elle, va plutôt favoriser une prise de contrôle accrue de la société civile organisée (comme les syndicats, les coopératives et le secteur associatif). Nous aurons amplement le temps d'approfondir ces distinctions plus loin.

Comment définir le communisme ?

Voilà une tâche bien difficile, car le mot réfère à deux choses très différentes, selon qu'on s'attarde à la théorie ou à la pratique.

Le communisme, tel que défini par ses penseurs originaux, était l'extrême opposé du capitalisme. La propriété privée des leviers économiques et le marché seraient éliminés au profit d'un système dans lequel la totalité de l'économie serait démocratisée, sous contrôle des travailleurs. L'économie fonctionnerait de manière

parfaitement coopérative et collective, l'exploitation des travailleurs serait inexistante, et l'égalité serait parfaite. L'État lui-même, comme structure de pouvoir, serait également éliminé.

Mais quand on parle du communisme aujourd'hui, on se réfère surtout à un certain type de régime que nous avons connu au xx^e siècle, c'est-à-dire à un régime de parti unique autoritaire, voire totalitaire, dans lequel l'État contrôle l'ensemble de l'économie et de la société. Nous pouvons appeler ce modèle « socialisme autoritaire », pour bien le distinguer du socialisme démocratique, même si, fondamentalement, les régimes en question ne sont en rien socialistes.

Le communisme est en théorie très proche de la pensée libertaire, avec une société sans classes, sans État, parfaitement égalitaire et libre. Mais le communisme tel que nous l'avons connu a donné lieu à des dictatures où l'État était omniprésent, où les inégalités demeuraient, où la classe dirigeante était toute-puissante, et où les travailleurs étaient aussi peu maîtres de leur travail que dans un modèle capitaliste. Voilà une contradiction extraordinaire.

Pour le dire clairement, où vous situez-vous ?

Le but de ce livre est de traiter de l'idée fondatrice du socialisme démocratique, celle de la démocratisation de l'économie, tout en tentant de sortir des sentiers battus. Disons pour l'instant que notre champ de réflexion couvre à la fois la pensée sociale-démocrate et la pensée socialiste. Nous souhaitons certainement un renouvellement – et aussi un rapprochement – de ces tendances.

Donc, bien que nous ne craignons pas de nous définir au jour le jour comme étant des « sociaux-démocrates »,

notre approche, sous plusieurs aspects, va plus loin que la social-démocratie telle qu'elle se définit présentement. Les sociaux-démocrates traditionnels souhaitent une meilleure redistribution de la richesse, mais sans nécessairement remettre en question le capitalisme lui-même. Or, il nous semble que l'enjeu n'est pas seulement la répartition des ressources économiques, mais la démocratisation des leviers économiques. Pour nous, il ne s'agit pas seulement de partager les richesses, mais aussi de partager le pouvoir. Nous reviendrons souvent à cette discussion dans cet ouvrage. Disons pour l'instant que nous sommes des sociaux-démocrates qui veulent dépasser la social-démocratie.

Nous n'avons pas peur non plus de l'étiquette de « socialistes », en autant qu'on y apporte toutes les nuances nécessaires. Si nous définissons le socialisme démocratique comme une école qui veut que la majorité – mais non la totalité – des leviers économiques soit sous contrôle démocratique, alors nous sommes certainement de cette tendance. Nous nous devons cependant d'être très explicites dès maintenant sur notre rejet complet de l'idéologie du socialisme autoritaire, qui a donné naissance aux régimes dits communistes, et qui prétend que l'on peut imposer le socialisme du haut vers le bas, même par la dictature. Cette vision est en totale contradiction avec l'idéal socialiste véritable.

Ainsi, quand nous évoquerons le « socialisme » ou les « socialistes » sans autre précision, il doit être clair que nous parlerons des courants démocratiques. Aux fins de cet ouvrage, le mot « socialisme » désignera donc essentiellement les courants de la social-démocratie et du socialisme démocratique.

POUR UNE ÉCONOMIE DÉMOCRATIQUE

Pour Pierre Ducasse et Tom Vouloumanos, la seule manière de contrer la concentration démesurée du pouvoir qui accompagne le système capitaliste dans sa forme actuelle est de soumettre l'activité économique aux règles élémentaires de la démocratie.

Il s'agit en somme de donner aux citoyens les moyens d'agir sur les différentes dimensions de l'économie qui les touchent à tous les jours. Le changement institutionnel et culturel qu'implique un tel objectif est de taille, et les auteurs en sont bien conscients. Pour faire avancer ce vaste programme, ils fondent leur démarche sur le ralliement de la société civile progressiste et de l'ensemble des tendances de la gauche politique autour d'un certain nombre de principes.

Dans leur exposition des fondements de ce consensus, ils adoptent la forme conviviale et efficace du dialogue. En quatre chapitres vivants, ils rappellent les grands tournants de l'histoire de la gauche depuis la révolution industrielle, montrent qu'il existe bel et bien d'autres modèles que celui d'une économie hautement financiarisée dominée par quelques-uns, donnent des exemples de la « démocratie économique » en marche et proposent des stratégies concrètes pour la faire aboutir.

Un essai hors du commun, conçu comme un guide à l'intention de tous ceux et celles qui veulent faire avancer les valeurs d'équité, de liberté et de fraternité dans nos sociétés.



PIERRE DUCASSE est né à Sept-Îles en 1972. Formé en science politique, il a été le directeur de la Table nationale des corporations de développement communautaire du Québec. Il a été candidat à la chefferie du Nouveau Parti démocratique du Canada en 2002-2003, puis conseiller spécial de Jack Layton de 2005 à 2009. Son expérience du militantisme s'est forgée au fil de ses collaborations avec plusieurs groupes communautaires, syndicats et coopératives.

TOM VOULOUMANOS est né à Montréal en 1972. Membre du Barreau du Québec, il travaille dans le domaine de la propriété intellectuelle depuis plusieurs années. Il est un des propriétaires d'un cabinet d'agents de brevets à Montréal et représente plusieurs inventeurs indépendants et PME québécois. Candidat du NPD en 1993 et en 1997, il continue d'être très actif en politique et dans plusieurs organisations sociales comme bénévole et organisateur.

ISBN 978-2-89649-461-3




Groupe
Livre
Québecor Média

9 782896 494613